

Pétrole et gaz du Canada—Loi

M. Kelly: Comment expliquez-vous le PNB?

M. Wilson: Je suis heureux que le député mentionne le PNB. Je lui demande de répéter sa question dans environ trois semaines. Il aura baissé la prochaine fois que les chiffres seront publiés, ils seront encore plus bas le trimestre suivant et le trimestre qui suivra.

M. Kelly: Oui, mais aujourd'hui?

M. Wilson: Nous sommes en pleine récession.

M. Kelly: Je parle d'aujourd'hui, pas dans trois semaines.

M. Wilson: Le PNB a baissé aujourd'hui. Le député parle du début de l'année en cours. Il devrait se mettre à jour. Il devrait retomber sur ses pieds et cesser de lire des romans historiques. Le chômage à 8.2 p. 100, c'est ça la réalité aujourd'hui. Nous avons 900,000 chômeurs dans le monde réel d'aujourd'hui. Les taux d'intérêt oscillent entre 21 et 22 p. 100 dans le monde réel d'aujourd'hui. Nous sommes en pleine récession.

M. Kelly: Vous dites des sottises.

M. Wilson: Nous verrons bien qui dit des sottises. Par ses propositions dans le bill C-48 et les autres sur la canadienisation, le gouvernement a sapé l'économie. C'est ça la cause de nos problèmes actuels. Le ministre des Finances (M. MacEachen) blâme la Federal Reserve Bank, le président Reagan, les gnomes de Zurich et la communauté monétaire internationale. C'est le gouvernement qui est à la source de nos problèmes. Les ministériels de l'arrière-ban devraient s'en prendre à leurs collègues du cabinet. Ils ne voudront peut-être pas le faire à la Chambre de peur qu'on dise qu'ils attaquent le gouvernement. J'espère qu'ils le font dans l'intimité de leur caucus, car le Canada a besoin d'entendre un autre son de cloche. Le ministre des Finances ne nous en donne pas. La façon dont le gouvernement aborde la canadienisation dans le bill C-48 comme ses autres mesures coûte cher.

L'hypocrisie du Nouveau parti démocratique me dégoûte. Les députés de ce parti ne cessent de répéter qu'il faut abaisser les taux d'intérêt. Ils exigent qu'on les réduise. Dans la même seconde, ils proposent des politiques qui vont chasser les fonds d'investissement et les emplois vers d'autres pays du monde et vont faire monter les taux d'intérêt. Leur attitude est totalement inconséquente et irréflective.

M. Deans: Ne croyez pas que c'est vrai simplement parce que c'est lui qui le dit. Ce n'est pas vrai.

M. Wilson: Si le député voulait bien ne pas m'interrompre, je voudrais développer le sujet que j'ai abordé l'autre jour pendant la période des questions. Jusqu'à la fin de juin cette année, il y a eu une sortie indéterminée de capitaux . . .

M. Deans: Qui a renouvelé le mandat de Gerald Bouey?

M. Wilson: Un certain nombre de particuliers ont expédié à l'étranger des sommes trop petites pour que Statistique Canada puisse en faire état. La sortie de fonds s'est élevée à 8.4 milliards, soit cinq fois plus que la moyenne à ce chapitre au cours des années 70. A cause de cela, les taux d'intérêt se

maintiennent à un niveau élevé. Je voudrais que le député de Hamilton Mountain (M. Deans) m'écoute.

M. Deans: J'écoute.

M. Wilson: Les taux d'intérêt sont maintenus à un niveau élevé dans le but d'attirer des capitaux et ainsi remplacer l'argent qui sort du pays à cause d'un manque de confiance dans la politique du gouvernement, des politiques qui ont l'appui total du PND.

M. Deans: Foutaise.

M. Wilson: Ainsi le gouvernement est poussé à augmenter l'impact de ses politiques. Que se passe-t-il dans les relations entre le Canada et les États-Unis? Ces relations se portent très mal, et l'autre soir j'ai signalé qu'elles étaient à leur plus bas niveau depuis 1812. Je dis cela parce que très souvent ces dernières années, nous nous sommes plaints de ce que les États-Unis ne s'occupaient pas beaucoup de nous et faisaient comme si nous n'étions pas là. Maintenant, les États-Unis apportent à leurs problèmes des solutions d'une portée internationale. Cela nous cause du tort, mais les Américains ne comprennent pas pourquoi. Les États-Unis, jusqu'à présent, avaient été plutôt passifs, mais maintenant c'est la première fois, autant que je me souviens, que nous voyons un gouvernement des États-Unis menacer de sévir contre le Canada en guise de représailles pour les problèmes créés par notre gouvernement.

Lorsque notre plus grand voisin et associé commercial commence à s'exprimer ainsi, il faut en tenir compte. Cependant, le gouvernement ne le fait pas et continue à provoquer les États-Unis. Plusieurs membres du gouvernement, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) et le ministre de la Justice (M. Chrétien), sont allés aux États-Unis et y ont fait des déclarations controversées, ce qui en a incité certains à réclamer des mesures de représaille. Je me demande pourquoi le gouvernement veut provoquer le Congrès des États-Unis? Veut-il se créer un ennemi à l'extérieur pour détourner l'attention des Canadiens de leurs problèmes internes? Je ne me préoccupe pas tellement des mesures comme celles prises par l'administration ou par le Congrès des États-Unis. Je m'inquiète davantage de l'interprétation qu'en feront bien des Américains qui ont des intérêts au Canada et aussi des Canadiens qui pourraient décider d'investir leur argent à l'étranger. Voilà ce qui m'inquiète le plus. C'est déjà arrivé cette année, et le gouvernement ne semble avoir aucune intention de revenir sur sa décision.

● (1510)

Je répète que cela a eu beaucoup d'effets sur les taux d'intérêts élevés qui visaient à empêcher la fuite des capitaux. Voilà le problème que nous avons à résoudre. Mais il y a une autre façon plus concrète d'utiliser le secteur privé, monsieur l'Orateur. C'est beaucoup plus rentable que d'utiliser le gouvernement. Nous favoriserions le développement, nous encouragerions l'investissement et nous stimulerions la création d'emplois à un moment où cela est devenu si important.